

Société Parallèle, “Mobutucratie” et Nationalisme Post-colonial en République Démocratique du Congo

*T.K. Biaya**

L'objet et son Analyse

Le concept de société parallèle pose en lui-même problème puisque le qualificatif qui n'a été jusqu'ici réservé qu'à l'économie, affecte la société dominée et crée ainsi une nouvelle problématique. Celle d'une société marginalisée, politiquement et économiquement, qui fonctionne de manière indépendante des structures étatiques alors qu'elle vit sur un territoire national. En plus ses membres se reconnaissent comme des citoyens du pays mais ils n'en respectent pas les lois (devoirs et obligations). Si en économie, pareille phénomène n'a pu être observé jusqu'à ce point, l'expérience de la société congolaise forte d'un siècle d'une histoire de prédation, d'exploitation et de violence étatique arbitraire coloniales et postcoloniales, a, quant à elle, permis la mise en place d'une pareille entité fonctionnant dans une complexité des relations faites d'insubordination, de complicités multiples et d'illégalité rehaussée d'une quête de plus de démocratie. L'objet “société parallèle” n'est pas moins l'ensemble des populations ethniques organisées et constituant l'“état local”; il est à la fois le fruit d'un mode de domination et du modèle d'accumulation auxquels a recouru l'Etat central pour se maintenir et entretenir la classe dirigeante. Dans cette contribution, il ne s'agit point d'étudier les causes ni la manière dont la crise actuelle s'est mise en place et articule les différentes composantes sociales et politiques de la société congolaise. Au contraire, notre objet d'analyse demeure les composantes, le fonctionnement et le sens de la société parallèle: comment s'est-elle érigée et comment fonctionne-t-elle pour pouvoir donner une identité multipolaire (ethnique, régionaliste, religieuse, de loisir, etc.) au Congolais, quelle est sa valeur dans le nationalisme

congolais? Cette identité dont l'historicité s'inscrit dans un régime de domination s'articule autant sur la nation postcoloniale que sur l'ethnicité et le régionalisme qui se sont forgés dès la période coloniale.

L'analyse de la société parallèle ne suivra pas le dualisme réducteur qui consiste, en science politique et en sociologie africaines, à opposer les pratiques des dirigeants et des élites dits "le haut" aux modes populaires d'action ou la résistance cachée des masses constituant "le bas" (Bayart 1987, Scott 1985). Au contraire, plus que ce dualisme asséchant existe une complexité de relations et des rapports politiques, sociaux, économiques et culturels qui traversent la société globale et qui rongent les territoires de l'Etat dans lesquels les dirigeants et les dirigés ont installé *confortablement* leurs actions et activités. Cette dynamique a tissé un cadre dans lequel s'inscrivent leurs rapports politiques et économiques conflictuels. L'émergence d'une société parallèle au Congo ressortit d'une dynamique complexe où la société congolaise entière et ses différents segments sociaux sont impliqués et interagissent à la fois selon leurs intérêts politiques et/ou économiques tantôt convergents tantôt divergents. Cette conflictualité en constitue le coeur.

Face à l'érection de la société parallèle, l'analyse de la criminalisation de l'Etat pour attendue et stimulante qu'elle soit, n'offre que peu de ressources pour "comprendre" la société parallèle congolaise comme une entité politico-économique historique et culturelle autonome, puisque l'inscription de cette approche dans le juridisme, fondateur de l'illégalité nationale et internationale, limite l'analyse aux comportements criminels (Bayart, Ellis et Hibou 1997). Puisque l'étude de pareilles sociétés n'est pas son objet, elle ne prend pas en compte les différentes dynamiques qui composent et recomposent cette société ni n'analyse ses pratiques qui marginalisent l'Etat central au Congo. Dans sa production contre l'Etat central et hégémonique, la société parallèle a autant bénéficié du soutien, souvent conscient, de la classe dirigeante congolaise postcoloniale, avide de "puiser" davantage les richesses, que des contraintes de la mondialisation. Dans cette dialectique des forces ou d'actions sociales que rapprochent les intérêts communs – ceux de prédation, deux facteurs ont stimulé et renforcé un pouvoir local qui s'est appuyé sur le pouvoir ethnique déjà en place: la domination sauvage et les conséquences des politiques nationales désastreuses qui ont, en outre, déclenché l'opposition politique et la contestation du même régime dominant. Ce processus fort complexe ne se laisse analyser qu'en admettant que l'illégalité, dans son utilisation politique, s'est érigée en un propre. Propre à partir duquel les populations congolaises ont négocié leur propre existence comme étant à la fois des individus ethniques et des citoyens de la République. Et à partir de ce propre – cette base, elles ont monté des stratégies pour combattre, voire pour s'allier l'Etat contre les intérêts de l'Etat national et des institutions financières internationales sans que pour autant elles ne se replient sur elles-mêmes. Au contraire, elles déploieront une

dynamique d'inscription dans l'économie mondiale à partir des réseaux ethniques et régionaux économiques se déployant sur le marché mondial et dans le respect des structures économiques locales qui en résultent. Cette structure socio-économique repose sur une idéologie selon laquelle elle est destinée à promouvoir la survie de l'ethnie ou de la région. Nous y reviendrons plus loin. Dans ce processus, la société parallèle se crée une base économique, si minime soit-elle, variant d'un groupe ethnique à l'autre indiquant que le processus d'exclusion politique que Ilunga-Kabongo (1984: 13-28) analysa en termes de "zone d'existence" et "zone d'inexistence" de la société civile "zaïroise", a débouché sur une trajectoire inattendue qui s'est complexifiée après 1984 (Biaya et Omassombo 1993: 97-127). Les pratiques prédatrices de la classe dirigeante n'ont pas que violenté et forcé les populations à vivre en dehors de l'Etat mais elles leur ont permis d'innover des schémas du vivre où l'urbanisation des villages et la villagisation des villes ont généré des recompositions sociales et des configurations politiques nouvelles créant une société civile dont les relations et jeux de pouvoir vont du village à Kinshasa, la capitale qui est le lieu de la décision étatique négociée ou monnayable. Dans ce contexte de modernité indocile se construisant à l'aide des pratiques subversives (Biaya et Bibeau 1998: 5-13), L'Etat a cessé de pénétrer en brousse mais c'est la *logique de la brousse* qui a fait irruption en ville avec ses pratiques originales, son réseau économique et sa culture politique ethnique. Dès lors, la "gouvernance" ou "la gouvernementabilité" du Congo prendra une voie déroutante pour la classe dirigeante, les élites et les chercheurs, y compris la Banque Mondiale. Et c'est au coeur de cette "formalité" sociale et politique que nous essaierons de rechercher le nationalisme et son sens en république démocratique du Congo.

La Société Parallèle, une Revanche de la Marginalisation Politique

La Marginalisation Politique et Économique

Le siècle de la modernité congolaise a été une longue nuit où l'imposition de l'Etat moderne par la colonisation a été un despotisme administratif à moindre frais que l'Etat mobutien et sa direction – la mobutocratie – prolongèrent jusqu'à la parodie de l'Etat qui n'avait de légitimité que celle internationale alors que la classe dirigeante coloniale et postcoloniale avait déjà criminalisé cet Etat dès sa naissance. Trois étapes indiquent mieux cette mise en place de la société parallèle à travers le double mécanisme de marginalisation politique et économique qui, en retour, aura permis aux citoyens de s'évader des pratiques arbitraires étatiques pour s'autogérer parfois dans une violence où la main de l'Etat pyromane servait des intérêts souvent contradictoires et "peu rationnels" en termes politiques. Différentes périodisations et synthèses de l'histoire du Congo existent, mais dans son Rapport

général (Kinkela 1993: 135-199), la Conférence nationale souveraine du Congo résumait ainsi cette histoire: "L'histoire du peuple congolais a été, de tout temps, celle d'une révolte mal contenue et qui explosait à des cycles réguliers avec une fureur insolite" (idem, p. 136). Kinkela divisa cette histoire en cinq étapes dont la cinquième entamée en 1990 n'est pas près de s'achever. La colonisation sans moyens de la Belgique a réussi à imposer une administration tenant lieu de l'Etat avec l'aide de la bibliothèque ethnographique coloniale et de l'armée qui mâtait les différentes révoltes et résistances à l'ordre colonial. Elle débuta par la tribalisation des populations ethniques en leur attribuant une identité ethnique forgée qui était la meilleure inscription du sujet dans la colonisation. L'équation "pas de tribu, pas d'identité" impliquait que la personne ainsi tribalisée devenait comptable pour l'emploi. Aucune des deux colonies que furent L'Etat indépendant du Congo (1885-1908) et le Congo belge (1908-1960) n'avait le référent administratif weberien occidental ni le modèle de colonie au sens habituel. C'était "un produit aberrant d'une colonisation sans colonie, un système de gestion sociale exogène, ne gérant rien sinon que des intérêts d'extraction" (Darbon 1991: 176). J.C. Willame le décrit ainsi "Cet Etat colonial n'est pas ou est peu "rationnel", il n'est pas non plus légal. Les découpages territoriaux (arbitraires), la confirmation et/ou la nomination de (pseudo) chefs, la scolarisation, la monétarisation, le recrutement militaire et les corvées sont l'expression d'une "administratification" progressive de la colonie, pas celle d'un consentement politique de la collectivité assujettie" (Willame 1992: 213-214). Le régime postcolonial qui a réussi à évincer Lumumba et les nationalistes du pouvoir dès 1960 en invoquant pour raison, les guerres civiles que le premier gouvernement ne pouvait maîtriser, y compris l'invasion belge et les sécessions, cachait la mise en place d'une double stratégie internationale menée par la Belgique et les Etats-Unis. La Belgique voulait reconquérir sa colonie qu'elle avait hâtivement lâchée mais que convoitait déjà le monde libre; les Etats-Unis s'employaient à déployer et à implanter la politique africaine reposant sur Mobutu tout en faisant main basse sur un territoire riche et stratégique pour le contrôle de l'Afrique noire qu'ils avaient laissée échapper à la conférence de Berlin de 1885; et que la guerre froide venait de leur redonner l'occasion de corriger "cette bêtise". Cette stratégie culmina dans la mise en place d'une classe dirigeante très consciente de sa situation précaire pour lier ses intérêts à ceux des Etats – Unis et des grandes sociétés occidentales – comme l'avait prédit J.P. Sartre en 1961. Malgré la fin de la guerre froide et la chute du bloc communiste, cette logique d'intérêt ne vascillera qu'en 1992 avec l'arrivée au pouvoir de Clinton pour reprendre un élan timide avec L.D. Kabila, à travers le duo Museveni – Kagame. De son côté, la Belgique, désabusée et fortement ridiculisée par cette politique néocoloniale et ses retournements inattendus, ses institutions et ses contradictions, – la "mobutucratie", se retira définitivement du jeu en 1990 cédant sa place à la France. Celle-ci, tout en se frottant les mains, renforça sa croisade d'implantation

néocoloniale et d'élargissement de son pré carré africain qu'elle a instaurée, dès 1973, grâce à sa politique de transfert de technologie en communication et d'assistance militaire au régime de Mobutu.

Entre-temps, l'Etat postcolonial créa un système politique où l'arbitraire et les incertitudes devenaient la règle de la vie quotidienne, développa une marginalisation politique que soutenait la violence étatique croissante. En retour, cette violence exigeait pour son fonctionnement, un service de sécurité bien entraîné, bien organisé et efficace autant qu'une armée docile, régulièrement soumise à l'épuration et aux pratiques divisionnistes. Ces deux corps sur lesquels reposait le régime englobaient des sommes d'argent énormes (en monnaie locale ou étrangère) au fur et à mesure que ce système politique – la mobutucratie – se construisait à travers le monopartisme (1967), l'Authenticité (1971), le parti-Etat (1974), culte de la personnalité (1980), la consultation populaire (1990) et la transition démocratique (1992-1997). Ce régime reposait exclusivement sur le pillage systématique des ressources par la classe dirigeante (Verhaegen 1978: 347-379) et la lutte contre la troisième république. La récusation du système politique qui débuta tôt en 1963 avec la lutte armée de Pierre Mulele et le mouvement de la seconde indépendance reprit en 1982 avec la création de l'Union pour la démocratie et le progrès social, UDPS, et la volonté populaire d'un retour au multipartisme et au fédéralisme qui fondaient la première république. En vérité, c'est la thérapeutique à la crise économique qu'imposèrent le duo Banque mondiale et FMI et d'autres bailleurs de fonds qui viendra, dès 1977, donner contradictoirement le coup de pouce à ce mouvement nationaliste populaire et un coup de buttoir au régime de Mobutu dont les limites étaient prévisibles. La conditionnalité de démocratiser le régime qui était posée comme la garantie d'une bonne gouvernance et de la reprise économique supportée par un apport d'investissement, ouvrit simultanément un espace de contestation dans le champ politique à l'opposition nationale qui était jusqu'à cette date muette, écrasée sans pitié et forcée à l'exil. L'expérience de cette courte démocratisation (1977-1980) allait être payante politiquement. Les élections libres au parlement et au bureau politique du Mouvement populaire de la révolution, MPR, parti-Etat, permirent à l'opposition de s'organiser autour d'un noyau parlementaire nationaliste et critique acerbe. Les interpellations parlementaires du gouvernement, mirent à nu la dictature mobutiste, la faillite de l'Etat et l'institutionnalisation de Mobutu qui en était devenu l'"homme organe", selon la phraséologie du parti. Dès 1987, l'opposition, quoique reconnue du bout des lèvres sur le plan international et soutenue par les associations internationales de la défense et protection des droits de l'homme, allait se durcir au plan national même si elle a fini dans une piteuse désorganisation face au dictateur en 1997. Néanmoins, sur ce parcours, elle tint bon, et arracha la conférence nationale souveraine en 1991 qui, prolongeant la consultation populaire (Gbabendu & Gobassou 1991) déboucha sur la transition en 1992.

Durant la période postcoloniale, la violence structurelle de l'Etat croissait de manière proportionnelle inverse à sa base économique déjà précaire et faible. J. Depelchin (1992) indique que déjà en 1930 les investissements avaient tari pour ce colosse. La reprise économique des années 1967-1973, après les guerres civiles et rébellions (1960-1967) (Kankwenda 1993: 243-263), avait permis au pays de s'adonner à une modernisation de façade à travers le projet dit "Objectif 80": à cette échéance le Congo serait devenu un pays développé! Ce programme économique tourna en un impérialisme technologique, au pillage systématique des ressources nationales et au détournement de l'aide extérieure dont le solde est un endettement de près de 14 milliards de dollars autant qu'il "enfanta" les deux cents familles riches congolaises. Dès 1977, tous les efforts que déployait désormais ce régime sous couvert du Programme d'ajustement structurel, PAS, visèrent davantage à maintenir au pouvoir Mobutu et sa classe moins qu'ils n'étaient destinés à une gestion de l'économie nationale désastreuse et en détresse. Le FMI s'en mordit les doigts et la communauté des bailleurs en fit les frais. La seconde république (1965-1992) se résume dans l'absence d'Etat au Congo de Mobutu. Mieux le philosophe Elungu P.E. n'a-t-il pas qualifié ce régime autocratique comme étant celui qui a consacré sa faillite sur trois ordres et indices flagrants de désordre: *l'ordre de la subversion* qui fonde la société sur la volonté de l'arbitraire d'un individu supposé absolu parce qu'armé, *l'ordre de la corruption* qui institue à la place de la loi du travail et à la loi du social la loi privée et *l'ordre de perversion* parce qu'il se rebelle contre tout ce qui se rapporte à la valeur" (cité par Kinkela 1993: 139).

La Société Parallèle, ses Sites et ses Stratégies

Au-delà d'un quotidien en trompel'oeil qui se déploie dans la littérature scientifique sur le Congo et d'une carence d'analyse globale, la société parallèle s'est réellement mise en place à partir du site ou des sites où l'Etat a toujours refusé de se donner une existence réelle et effective. C'est dans cette interface, entre le Congo réel et la réalité nationale que vivent les Congolais, où s'est logée et s'est érigée la société parallèle qui a pris l'illégalité comme sa base stratégique et la culture politique ethnique comme site pour produire le pouvoir ethnique, ses institutions et son idéologie. Ce pouvoir ethnique, ainsi que je l'ai défini ailleurs, est un système de pouvoir fondé sur l'ethnie, qui est une réalité historique, et sa culture politique. "Il nourrit un projet de société et dispose d'une organisation sociopolitique, parfois minimale, qui gère son espace de pouvoir et le quel espace il négocie avec l'Etat central hégémonique" (Biaya 1998a: 110).

Le pouvoir ethnique a permis l'émergence de la société parallèle, faite de multiples micro-sociétés parallèles mais articulées entre elles par des rapports économiques, politiques, linguistiques et culturelles. Grâce au pouvoir ethnique, la société parallèle s'est organisée autour d'un ensemble d'institutions et de personnalités ethniques contemporaines tout en se dotant d'activités économiques

qui ont rendu son espace viable pour sa population. Elle négocie son existence auprès du régime avec qui elle partage les bénéfices résultant de ces entreprises économiques. D'autre part, le régime de Mobutu qui reposait sur un formalisme juridique étatique vide de contenu et de programme économique national, fut si bien fûté qu'il exploitât cette opportunité allant jusqu'à cannibaliser aussi l'aide extérieure, mais sans qu'il n'attaquât de front les institutions financières internationales. Cette pratique ou prédation fut rendue possible par la marge de manoeuvre qu'elles lui laissaient (Biaya et Omasombo 1993: 97-127) d'autant plus que Mobutu avait réussi à leur imposer un technocrate corrompu et rompu au jeu de la duplicité: L. Kengo wa Dondo, le premier ministre de la rigueur économique. Ces mêmes institutions financières et les gouvernements étrangers ignoraient le chaud et le froid que ce haut fonctionnaire soufflait pour maintenir sa classe au pouvoir jusqu'en 1997. Il appliqua un néo-libéralisme à deux vitesses de l'Etat redistributeur. En 1992, les réformes du FMI et de la Banque mondiale finirent par s'avérer vaines et prouvèrent leur vacuité face au Congo [qui] "est un ventre mou englutissant tout investissement", car elles avaient négligé l'avertissement d'Erwin Blumenthal (1982). Lorsque la mort de Mobutu fut évidente, ce technocrate s'enfuit en Occident laissant derrière lui un pays "objectivement" dans une grande misère et économiquement exsangue.

Ce tableau analytique permet de reprendre la discussion de J. MacGaffey (1990: 345-349, 370-371) sur le concept d' "économie parallèle". Ce qualificatif, une fois formalisé, trouve sa pertinence et sa justification lorsque nous substituons le mot qualifié économie par celui de société en parlant du Congo-Kinshasa. En effet, le pouvoir ethnique ou l'état local va s'emparer et contrôler des secteurs économiques entiers se développant dans "la dérégulation étatique zaïroise" et il bénéficiera de l'aboulie politique des intellectuels qui soit cachaient leur angoisse et impuissance face à la violence étatique soit attendaient et/ou cherchaient d'intégrer le cercle du pouvoir et d'enrichissement puisque, jusqu'en 1997, la société civile zaïroise était limitée aux deux cents familles riches; et après cette date, ce fut le tour à la bande à l'AFDL sous la conduite de Kabila.

Rapidement, reprenons les différentes zones économiques du Congo pour comprendre ce phénomène de la formation de la société parallèle et ses relations horizontales et verticales. Une répartition d'activités par secteur géographique et par nature des ressources exploitables et disponibles, indique que les zones frontalières ou périphériques (composées des provinces Orientale, Katanga, Sud-Kivu, Nord-Kivu, Bas-Congo et Equateur) et la zone centrale (composée des provinces du Kasaï Oriental et Kasaï occidental) vont consolider leur économie locale après 1985 et conquérir une large autonomie vis-à-vis de l'Etat central. Elles intégreront les élites ethniques en leur sein dès 1988 avec les comités d'associations ethniques urbaines et paysannes remontant jusqu'au village. Elles prendront aussi cause pour l'opposition au régime en place avec l'événement majeur de la période

1980-90 qu'est la naissance de l'UDPS, un parti populaire mais légalement clandestin et greffé sur la société parallèle. En effet, le congrès extraordinaire du parti-Etat de 1988 qui avait pour but de redéployer l'Etat postcolonial, est venu plutôt consacrer le triomphe de la société parallèle contre l'Etat mobutien qui tenta vainement de reformer l'administration, le parti-Etat et de proposer la décentralisation comme solution à la crise politique qui s'était ajoutée à celle économique ouverte. Les membres du congrès venus de l'"Intérieur" rejetèrent tout projet d'une nouvelle division administrative. Celle-ci leur apparaissait comme une nouvelle "tribalisation" du pays, qui saperait la base de la société parallèle en place. Cet échec de l'ultime tentative de briser la société parallèle, par le pouvoir central, prouva l'enracinement du pouvoir ethnique et la solidité de sa base culturelle ayant intégré son historicité, à l'exception du Kivu, dont l'identité régionaliste n'avait pas encore acquis une forme stable suite aux conflits fonciers et politiques entre les ethnies autochtones et les Rwandais, Tutsi nouvellement immigrés (suite à la loi leur octroyant la nationalité collective) et ceux réfugiés, dont la nationalité douteuse rendait les alliances moins faciles à monter et fragilisait cette province face à Kinshasa et au gouvernement national.

Par contre, durant la même période, la floraison de l'informel que connaît le Congo n'est que le sommet de l'iceberg social et économique local que la colonisation a mis en place selon une double procédure de la normalisation urbaine. D'abord, seuls les Ouest-africains étaient autorisés à detenir un petit commerce alors que le Congolais gagnait cette autorisation en récompense pour délation de l'ethnie. Ce système de corruption et clientéliste que le régime mobutiste et son clientélisme ont fini par consolider et imposer aux populations ne se départissait pas des axes et manipulations ethniques. Cette pratique lorsqu'elle était récupérée et intégrée par les populations, après l'avoir élaguée de son idéologie mobutienne, nourrissait par quelques côtés l'ethnicité de la société parallèle. Différente du tribalisme politique et administratif de la classe dirigeante, elle est avant tout une historicité et une interprétation de la part des populations de leur propre histoire locale et nationale. Et c'est à partir de cette base réflexive, – parfois erronée – que ces mêmes populations vont organiser et soutenir, grâce à l'idéologie ethnique ou régionaliste, leurs pratiques économiques. Ainsi aux côtés du petit commerce tel *lolema* (Kisangani), des petites plantations domestiques (produits maraîchers, légumes), du commerce village-ville des fruits des cultures, du troc entre villageois et des petits métiers artisanaux se développant, se positionnent de plus en plus un commerce inter-régional et celui international débordant les frontières du pays et se branchant sur des réseaux internationaux, que contrôlent des bourgeoisies ethniques (Biaya 1985: 65-84, MacGaffey 1987). Ce commerce illégal d'import-export imposa le besoin et la nécessité, pour son développement, de se garantir un protecteur ethnique assez fort qui puisse négocier son "existence" avec la classe dirigeante et bourgeoise soit par association d'affaires soit par régime de prébendes.

Les personnalités religieuses et élites politiques ethniques effectuèrent cette "besogne" sur la base de l'ethnicité qu'elles ouvrirent sur le régionalisme là où cette nécessité s'imposa. Ainsi a-t-on vu la loi interdisant les organisations ethniques se résorber; la privatisation des exploitations minière naguère interdites s'assouplir ou reprendre du souffle ... Et en retour, certains lieux de révolte populaire ethnique se sont calmés. Cette logique du néolibéralisme si elle favorisa le resserrement des regroupements ethniques dans l'exploitation artisanale de concessions minières (or, diamant) et l'exportation des produits agricoles (thé, café, quinquina, etc.), elle propulsa aussi, selon la même logique, l'exportation des produits miniers des entreprises cannibalisées (pièces de rechange, cobalt, étain, cuivre, etc); puis elle stimula l'émergence des solidarités interethniques réfléchies en vue du développement de la province que contrôlent les intellectuels ethniques ayant réussi à se positionner aux commandes d'entreprises publiques dans leur province natale autant qu'ils appartiennent à la classe dirigeante ou sa bourgeoisie. Des associations diverses et ONG locales bourgeonnèrent et se donnèrent des ambitions de reprendre en main ce que l'Etat a abandonné ou qu'il n'a pu contrôler comme des universités locales, des conseils de développement régional, les maisons de santé et cliniques, etc.

Sans véritablement tomber dans la fascination béate qui consiste à croire que l'informel est une réussite économique alors qu'il est incapable d'accumuler, force est de reconnaître que cette grande bourgeoisie ethnique naissante en certaines zones a su accumuler et capitaliser ses avoirs. Dès lors, la société légale – ou l'Etat central – s'amenuisant et la société parallèle en croissance devinrent complémentaires dans leurs fonctions économiques et politiques au sommet, où la classe dirigeante et la bourgeoisie ethnique se partageaient le gâteau. Cette "convivialité" suffit pour octroyer à la société parallèle son autonomie. En 1995, cette dernière finit par gérer des zones monétaires où le dollar américain est maître; et secondairement, les trois monnaies frappées par le pouvoir central, entre 1990-1993, continuent à circuler dans l'une et pas dans l'autre zones ethniques et commerciales selon une double logique complémentaire, d'une part celle de lutter contre les effets de l'inflation galopante qui a atteint les 10000% en 1995; et de l'autre, celle de soutenir l'action puis les revendications démocratiques de l'opposition politique. Cette position répondait au mot d'ordre de l'UDPS: refus d'utiliser la monnaie de singe et ensorcelée de Mobutu". La même année, le budget annuel de l'Etat ne put atteindre les 230 millions de dollars qui ne représentent moins que le quart du chiffre d'affaires de l'unique ville de Mbujimayi atteignant le milliard (Biaya 1998b).

Toutefois une spécialisation dans l'économie et le commerce illégaux – ou de la société parallèle – s'est imposée d'après les matières produites et leur réseau d'écoulement international. L'argent ainsi gagné sert à l'importation des biens. Toute une économie du manque que gèrent des réseaux ethniques locaux s'est mise

en place avec des villes-phares comme Mbuji-Mayi, Kinshasa, Butembo, Lubumbashi, Bunia, etc. qui sont devenues des plateformes et lieux de pouvoir de la société parallèle ainsi dotée de son économie locale et d'une société civile, qui la défend face à l'Etat déliquéscent et réduit à l'unique rôle administratif. A ces liens économiques internationaux se sont ajoutés ceux interrégionaux permettant une circulation plus accrue des marchandises importées, hélas dans des conditions de transport parfois désastreuses puisque les voies de communication ont quasiment disparu ou sont réduites au rang des pistes de brousse. Enfin, faut-il signaler que ces "économies" de la société parallèle ne se sont pas créées sans effusion de sang ou qu'elles fonctionnent sans payer un tribut aux douaniers, policiers et autres fonctionnaires pour sa propre reproduction et la protection de ses "seigneurs". Contrairement à ce qu'affirmait un sociologue de développement – O.A.L. Longandjo – si la puissance de l'Etat ne s'évalue pas à son échec à se maintenir comme "res publica" et à gérer la faim, les maladies et la violence; il reste que sa marginalisation l'est à l'aune du dynamisme de la société parallèle que nourrissent son ethnicité et sa culture politique endogène affirmant à la fois l'unanimité populaire à son existence et lui donnant une légitimité populaire face à un Etat-bandit et "délégitimé". Symptomatique est ce fait qui mérite d'être signalé. Lorsque l'Alliance des forces démocratiques et de libération, AFDL s'empara de Kisangani en 1997, Kabila, lui-même ancien trafiquant d'or par profession, suspendit ce "trafic" d'or et du café; mais peu après, la société parallèle qui l'avait accueillie en "tombeur de Mobutu", le força à modérer le langage bureaucratique et technocratique de réformateur d'un Etat mort; elle lui reprocha de vouloir provoquer la famine là où elle n'existait pas. Le "libérateur", qui voulut instaurer des valeurs nouvelles, remit à plus tard la lutte contre les anti-valeurs mobutistes. Bon gré mal gré, il autorisa la reprise de ce commerce illégal qu'il avait suspendu.

Identités Multipolaires, Antagonismes et Intérêts

La question de l'identité politique ou des identités multiples est au centre de la société parallèle; elle en façonne les individus et les communautés en articulant la base économique – au sens du social – et la contestation politique. Comme dit plus haut, toute identité est une construction; et comme toute construction, elle est sujette à l'évolution et à la mort. Suite à leur histoire particulière, les Congolais ont développé une identité multipolaire et plurielle à partir des politiques coloniales et postcoloniales. En outre, il est très intéressant de constater que lorsque Mobutu prit le pouvoir, il procéda à un centralisme jaloux témoignant faussement de son adhésion au nationalisme lumumbiste et de la volonté du régime de détribaliser le pays. Cette politique qui reprenait celle coloniale d'interdiction d'associations tribales ne réussira point à empêcher que l'exclusion politique et la marginalisation économique dues à la gestion prédatrice ne réveillent non seulement des identités ethniques coloniales dormantes mais elles mirent aussi en place de nouvelles

identités soit régionales soit ethniques de revendication qui n'entreront nullement en contradiction avec celle nationale et la nationalité congolaise. La participation massive des Congolais, toutes classes sociales confondues, aux diverses associations indique que les premières lignes identitaires se sont élaborées autour des grands ensembles ethniques (ou tribaux) et des partis politiques de l'indépendance (1960-1965). Ces représentations s'enrichiront de l'expérience de la marginalisation politique et économique de la deuxième république autant qu'elles s'exprimeront dans les compétitions économiques et commerciales se déroulant surtout sur l'espace urbain. Trois exemples de construction identitaires dans la société parallèle illustrent la pluralité de voies de production des identités postcoloniales.

L'identité luba-Kasaï postcoloniale s'est effectuée, dès 1959, en rejetant l'identité coloniale urbaine fabriquée et, à la place, ce groupe urbanisé depuis 1921-1945 (Jewsiewicki 1987) restructura le mythe colonial du Luba intelligent, industriel et mieux adapté à la Civilisation que les autres ethnies du Congo en l'élaguant du "mensonge du Blanc" pour s'accaparer de celle du Juif biblique et moderne qu'il articula sur sa propre histoire précoloniale. Ce groupe urbanisé, revenant d'un exode national forcé par les guerres civiles de l'indépendance (1959-1960), va ériger la ville de Mbuji-Mayi et sa province se séparant de l'ancienne province du Kasaï et sa capitale Luluabourg, aujourd'hui Kananga. Réinterprétant sa propre histoire, des origines à la décolonisation, il choisit pour nouveau point de départ historique sa rupture avec l'empire Luba au début du XIX^e siècle et son inscription dans la modernité à partir du commerce de longue distance; il modernisa sa structure politique démocratique précoloniale. Il prit ou revendiqua à cet effet l'identité de *Nkonga, le rassembleur*. Cette identité nouvelle combinait le fruit de son expérience politique coloniale urbaine (l'échec aux élections pour la direction de la province du Kasaï colonial), sa volonté d'émancipation coloniale et son histoire politique que le Luba réussit à matérialiser dans l'Etat autonome et minier du Sud-Kasaï, qui évoluera rapidement en la province du Kasaï oriental et sa structure économique, dominée par sa propre bourgeoisie aussi nouvelle (Biaya 1985: 70-72). Cette identité de rupture avec celle coloniale suite à "la trahison du blanc" et à l'échec politique des Luba de s'emparer du pouvoir provincial au Kasaï colonial, évoluera rapidement dans une direction différente de celle des membres du même groupe ethnique qui n'ayant pas adhéré au projet d'exode et à son idéologie ethnique de quête d'une autonomie dans et vis-à-vis de l'Etat hégémonique, sont restés dans les villes coloniales et lieux de leur persécution ethnique, y compris Kinshasa. La bourgeoisie diamantaire mbujimayienne réussit à s'imposer dans une société parallèle dotée d'une idéologie ethnique et à négocier sa survie avec l'Etat hégémonique.

En 1992, soit 30 ans après l'indépendance et les guerres civiles, l'identité coloniale katangaise resurgit et s'organisant sur la base du régionalisme, elle se fit

ethnocide avec l'aide de l'Etat central et son ethnicité par le haut ou le tribalisme politique. Ce mouvement d'expulsion doublé de massacre concerna près de 400 000 personnes. Cette pratique ethnocide fut dirigée contre les Luba-Kasaï, désignés alors Kasayiens. Ceux-ci avaient décidé de rester au Katanga en 1960. Mais ce mouvement ethnocide força ces derniers à retourner au Kasaï originel alors que ces immigrés nationaux et groupe alloethnique qui avaient construit le chemin de fer et bâti la richesse industrielle du Katanga minier, avaient abandonné cette province trois générations plus tôt. Au fond de cette ethnicité belliciste, qui est encore très vive dans la région des grands lacs et fortement ancrée en certaines parties du pays, gît l'identité "tribaliste" du colonisé forgée par le colonisateur et entretenue par le pouvoir postcolonial. Cette identité régionaliste, devenue cyclique, lorsque nous renouons cet épisode à l'expérience politique coloniale de cette province (Kalele 1993: 17-42), repose sur un conflit d'accès aux ressources et à leurs disponibilités. Bien que ce conflit fut théorisé en terme d'idéologie de redressement des torts du passé colonial et postcolonial et que le Katangais eût identifié son spoliateur, le Kasayien (Kalumba et Ngoy 1995: 141), ce conflit ethnique a fonctionné au double niveau d'une rivalité d'accès à la direction et à l'emploi dans les entreprises d'Etat, y compris le bloc GECAMINES, mettant aux prises les ingénieurs Luba-Kasaï et superviseurs à leurs collègues sublaternes, originaires des ethnies katangaises et du reste du pays qui étaient nouvellement engagés dans les entreprises. Par ailleurs, la cannibalisation de ces mêmes usines et entreprises, soumises déjà au ponctionnement étatique pour les besoins des services de sécurité et qui étaient en dépérissement faute d'entretien depuis 1977, cachait une compétition léonienne sur le plan du contrôle et d'accès des mêmes Katangais à l'exportation frauduleuse des produits semi-finis que le holding produisait dont la bourgeoisie d'Etat détenait le monopole. Dès ce temps, le cuivre, l'étain, l'or, le cobalt, etc. constituent des produits d'un commerce florissant entre le duo bourgeoisie d'Etat et celle locale, récente et d'essence politico-intellectuelle, et l'Afrique du sud. Le génocide katangais contre les Luba-Kasaï, déclenché en période de transition 1992-1994, a aussi servi de diversion nationale ayant camouflé la mise en place de la société parallèle katangaise émergente qui a réussi – pour combien de temps – à s'imposer grâce à l'impunité que le régime de L. Kabila, à la suite de celui de Mobutu, lui accorda comme prime, celui-ci pour briser l'opposition nationale et celui-là pour saluer le succès du régionalisme économique qui se cache toujours sous la menace de l'impossible séparatisme katangais.

La troisième voie repose aussi sur l'identité ethnique belliciste. Celle-ci puisqu'elle manque de base historique consensuelle et réfléchie correctement, se fragmente lorsque l'ennemi régional disparaît. Elle s'attaque souvent au proche, l'allié d'hier lorsque les ressources viennent à disparaître. L'exemple de la province orientale et le conflit pour le contrôle de son chef lieu Kisangani l'illustrent mieux. Entre 1980-1993, dans cette ville, la compétition pour la

direction urbaine (chambre de commerce, mairie, commune, etc.) qui est une source certaine d'enrichissement et de contrôle de l'économie urbaine et rurale environnante, a été rapidement sous-régionalisée. Le conseil urbain rejeta toute candidature de personnes nées hors du district de la Tshopo et encore moins celle des personnes appartenant aux ethnies situées hors de ce périmètre aussitôt que les *Bakuyakya* – les étrangers ou les Congolais non originaires de la province – soient contraints de se retirer du jeu politique urbain. Le recrutement du personnel subalterne reposa aussi sur cette logique régionaliste à la SOTEXKI, société textile où la mainmise de l'Etat n'était pas absente. Cette pratique réapparut, en 1991-1992, lorsque le gouvernement demanda que les gouverneurs de province dressent la liste des délégués des fonctionnaires et de la société civile pour la Conférence nationale.

Ces trois identités ethnique, régionaliste et sous-régionalistes n'ont pas créé des sociétés isolées. Au contraire, une fois l'émotion passée, elles renouent des relations économiques et commerciales fructueuses au sein de la société parallèle nationale. A la conférence nationale, elles se sont regroupées en des alliances diverses, parfois contre-nature au regard de leur passé historique, mais elles ont respecté les voies de leur production autant que la défense des intérêts régionaux dans leur quête du fédéralisme qui permettrait à leur "état local" de négocier sa participation ou son intégration dans le territoire et les institutions réaménagés de la troisième république. Ces négociations ont indiqué combien la société parallèle incarnait, par quelques côtés, le nationalisme militant.

Par ailleurs, la politique intégrationniste de l'Etat (W. MacGaffey 1982: 49-70) et celle de l'Authenticité couvrant la période 1968-1975, constituent un autre levier de l'identité politique congolaise. Même si ces deux idéologies ont viré en un exhibitionnisme, leurs politiques ont toutefois réussi à doter les Congolais d'une identité nationale qui est politique et celle-ci, englobante, n'entre pas en contradiction avec celles ethnique, urbaine ou paysanne, professionnelles, etc. que la société parallèle a mises en place et qu'elle sollicite pour sa propre reproduction. Ainsi a-t-on vu les intellectuels Luba, nationalistes des premières heures, défendre la sécession sud-kasaïenne et la retourner en autonomie provinciale en 1960-1962 bien qu'ils étaient refoulés de cette province par les moins lettrés qui s'étaient accaparés de l'Etat pseudo-sécessionniste du Sud-Kasaï (Biaya 1998a à venir). Lors de la clandestinité de l'UDPS, Mobutu évoquant le tribalisme d'Etat ou l'ethnicité par le haut, taxa ce parti clandestin d'être "une affaire des Luba" contre l'Etat national. Mais, quoique ses artisans fussent en majorité des Luba, ils furent perçus plutôt comme des "bons et vrais zaïrois", c'est-à-dire *des nationalistes et des Luba à la fois* par leurs compatriotes d'autres groupes ethniques qui portent aussi cette identité plurielle. Cette vérité se vérifiera à nouveau lors de la "guerre" qui éclatera entre le gouvernement impopulaire de Kengo en fin d'année 1996 ou celui de Kabila en août 1997 face aux mêmes rebelles lorsque ce gouvernement

national les présentera comme des “envahisseurs” tutsi, rwandais ou/ et ugandais. Ce discours populiste d’un gouvernement battant de l’aile est difficilement accepté par tout son peuple, mais il suffit pour rallumer le processus identitaire unitaire et nationaliste du Congolais contre tout envahisseur. L’autre versant de ce processus identitaire nous est révélé quand il est question de la culture du loisir dite “ambiance”, que fonde la trilogie “bar, femme libre et musique” (Biaya 1996: 345-370). La représentation identitaire populaire s’accorde à déclarer que le Nbandi, membre de la tribu de Mobutu, est immoral et pervers; le peureux, obséquieux et sournois Kongo est à l’image de J. Kasa Vubu, le premier président de la république qui trahit Lumumba mais il est surtout un bon musicien-danseur; l’union matrimoniale entre un Luba intelligent et une femme Mongo de la province de l’Equateur, qui est “voleuse” et infidèle, donnera un enfant à l’identité Kongo, etc. L’aspect multipolaire de l’identité inclut aussi le nationalisme. Nous n’en voudrions pour preuve que cet exemple vécu lors de la démocratisation. En avril 1991, alors que les combats entre la société parallèle mbujimayienne et l’armée se déroulaient depuis six jours à propos d’une intervention punitive de l’armée contre la tenancière du bar où une réunion de l’UDPS s’est tenue, tous les belligérants ont observé une trêve tacite le dimanche. Ils s’en allèrent au culte dominical le matin et regardèrent l’après-midi le match de football de la coupe d’Afrique des Clubs opposant le Congo au Gabon; ce match a été diffusé par la télévision nationale. Au soir, les combats reprirent. L’identité nationale est plus qu’une simple affaire de “passeport” pour voyager. Plus qu’une symbolisation de l’Etat-nation, ce processus identitaire va de pair avec une certaine fierté nationale que la seconde république et la société parallèle ont su insuffler aux Congolais. Il contient aussi les germes de la contestation politique. Le régime de Kabila échoue à s’implanter peut-être puisqu’il ne parvient pas à inscrire dans cette histoire nationale et son identité politique, sa propre action politique et “son” nationalisme. La cause ne serait-elle point que sa politique régionaliste est perçue avant tout comme anti-nationaliste à cause de son inféodation et sa passivité face à une politique d’occupation du territoire national par les militaires et officiels du Rwanda et de l’Uganda siégeant aussi dans le gouvernement et dans les appareils d’Etat et l’armée?

La question de l’identité plurielle du Congolais ne nie point l’ethnicité. Au contraire, elle nous indique la prégnance de cette dimension et sa capacité à générer une rationalité en acte qui a été souvent perçue ou analysée unilatéralement en terme de violence ethnique. L’ethnicité qui est une dimension de l’identité politique ne devrait point être limitée au mode de discours et à l’action politique dont la mobilisation déboucherait dans l’horreur (Lemarchand 1994). Au contraire, c’est en désengageant l’ethnicité des comportements et visées d’horreur que réellement l’identité politique prend sa forme sublime et “sublimatoire” des violences politiques, économiques et ethniques. Les conséquences des politiques

d'ajustement structurel relèvent aussi des violences étatiques et des terreurs des institutions financières qui sont aussi meurtrières que celles ethnocides d'état. Toutefois nous n'osons adhérer totalement à l'affirmation selon laquelle l'ethnicité se dilue dans l'ambiguïté sous l'impulsion de l'urbanisation (Willame 1992: 212). Cette affirmation autant elle minimise et indique, à contrario, la complexité du même phénomène identitaire sans l'épuiser; elle n'en a saisi que l'aspect superficiel. L'ethnicité est une partie de l'identité individuelle et collective; elle fonctionne en son sein avant de se projeter au dehors, dans la société. Par contre, la multipolarité et la flexibilité de l'identité qui, lorsqu'elles sont mal perçues et non vécues d'en dedans par l'analyste, tendent à faire valoir cette hypothèse. Pourtant ces deux aspects constituent le fer de lance de ses différentes transformations. L'identité est et fonctionne comme un ensemble des pratiques et codes dotés de plusieurs facettes (idéologiques) interagissant ou entrant en structures dialogiques et avec la réalité et avec elle-même. Elle porte avant tout la marque de l'autre participant à son élaboration. Ainsi donc, comme affirmé plus haut, la direction et le contrôle de l'urbanisation ont échappé aux élites dirigeantes; les populations et leurs recompositions sociales nouvelles s'urbanisent de droit et villagisent les villes installant une urbanité totalement indocile qui a foulé aux pieds celle qu'avaient imposée le pouvoir étatique et sa cartographie coloniale reposant sur une des dimensions obsolètes : race, classe, sexe et ethnie en Afrique. Analysée sous cet angle, l'ethnicité prend un autre visage. L'identité ethnique est très forte et mieux ressentie dans les milieux urbains où la compétition est très grande aux divers niveaux d'activités politiques et productives lucratives ne pouvant engager qu'une minorité, où la polyglottie, le multilinguisme et les contacts et emprunts culturels interethniques multiples ont été érigés en capital et ressources pour réussir à se frayer une place et une visibilité dans la société urbaine. Ces contraintes, qu'érigent ces mêmes facteurs, une fois retournées en ressources sont plus fortes et plus évidentes en ville qu'en milieu rural plus ou moins homogène, où l'ethnicité entre rarement en compétition avec d'autres identités ethniques. D'ailleurs, le nom individuel constitue le premier marqueur de l'individualisation clanique et ethnique d'abord et étatique ensuite puisque l'ethnie est aussi inscrite sur la carte d'identité nationale et se trouve intégrée dans la connaissance ethnologique populaire nationale. Cette réalité qu'est l'identité individuelle fonctionne alors sur le modèle de la loi biographique – disait R. Bastide – qui s'enrichit de notre expérience et nous accompagne à travers notre vie publique à partir des rituels (baptême, dation du nom, scolarisation, etc.) qui ont scandé notre vie privée dès la petite enfance. Suite à l'expérience postcoloniale, la cartographie ethnique urbaine coloniale a été dédramatisée et retournée en un capital d'individualisation qui est aussi un potentiel de conflits contre l'"étranger" national. Ainsi il est aussi malaisé que surprenant et agréable à la fois pour un nouveau venu à la ville – *mohuta* – qui possède une adresse incorrecte de se voir demander sa tribu; aussitôt qu'il l'aura

déclinée, il se voit allègrement envoyer consulter un membre de son groupe ethnique habitant le patelin. Cependant cette flexibilité de l'identité n'autorise pas qu'elle soit altérée, fractionnée, voire rejetée dans le cours de l'existence et de l'exercice du commerce politique, social et culturel. Au contraire, la preuve nous est donnée avec la chute du régime de Mobutu qui n'ouvrant pas rapidement sur une reprise économique, autorise une fronde identitaire dans l'exercice de la contestation du nouveau régime politique monopartiste, qui est accusé de tribalisme: "Kabila est un mobutiste conservateur!" En plus politiquement, une identité d'anti-démocratique et anti-nationaliste taillée sur mesure a fait son apparition en RDC.

Quel Nationalisme en Marche?

Cette description analytique du drame congolais pour étrange qu'il soit avec ses points forts et faibles, laisse entrevoir une volonté populaire trahissant cette pensée politique: "faisons quelque chose à propos de cette situation", caractérisant toute pensée ou action politique. "La politique est une invention créatrice", écrit E. Wamba dia Wamba (1993: 96). Cependant une tension git au sein de cette "lutte" qui caractérise l'histoire du Congo depuis un siècle. Le drame de Lumumba est identifiable à plusieurs égards à celui du peuple congolais. Le courant nationaliste congolais a connu plusieurs ruptures au sein des différentes périodes sans grand succès. Le mouvement messianique qui débute en 1915 avec la révoltée Maria N'Koy à l'Equateur, le catéchiste Simon Kimbangu (1919-1921) et la prophétesse Kaki (1930-1931) chez les Pende attendra Lumumba pour connaître une meilleure approche politique et une meilleure connaissance de l'ennemi extérieur: le colonialisme belge. Mais Lumumba ne prendra jamais assez de soins pour capitaliser son gain: l'indépendance et la production d'une société démocratique et supratribale; il se retrouva prisonnier de ses trois ennemis dont un ancien: Mobutu, dirigeant le groupe de Binza monté rapidement en 1960 avec des fonds de la CIA, la Belgique et les Etats-Unis dont la politique concertée anti-Lumumba a été soutenue par le Secrétaire Général de l'ONU Dag Hammaskjold. En effet, dès leur première rencontre à New York, le franc parler de Lumumba suscita l'antipathie chez ce dernier. Le premier ministre congolais, impétueux et nationaliste, n'accepta pas de se plier aux vues globalisantes, "Civilisationnistes" et condescendantes du Secrétaire Général de l'ONU. En plus lors de sa visite triomphale à Harlem, Lumumba qui a été présenté comme "le second Marcus Garvey" et "le premier noir à avoir mis le Blanc dehors sans un seul sou" (Kanza 1967: 236-242) et à avoir été escorté par des policiers blancs pour le protéger contre ses propres frères, exposa ses idées panafricanistes et son neutralisme positif – son non alignement – aux Africains américains en pleine période du mouvement des "Civil Rights". Ces prises de position et leur interprétation variée amenèrent le président Eisenhower à annuler la réception de Lumumba à la Maison blanche qu'il avait pourtant déjà négociée. Ce nationalisme militant s'est traduit aussitôt après l'assassinat de

Lumumba par les guerres civiles et les révoltes populaires qui ont embrassé le pays de 1963 à 1967. Transitant du maquis de P. Mulele au campus universitaire, le régime pro-occidental de Mobutu ne se priva point, dans sa fougue d'éradication, de massacrer les étudiants en juin 1969 comme il fit de Mulele quelques mois plus tôt, en octobre 1968. Le nationalisme connut une mutation nouvelle avec les guerres du Shaba de 1977 et 1978 qui ont retourné en nationalistes les sécessionnistes katangais d'hier. Toutefois le Front national de libération du Congo, FNLC, est battu grâce à l'intervention massive des forces françaises, marocaines et belges aux côtés de soldats de Mobutu que soutenait la logistique américaine comme en 1964.

C'est aussi au sein de la société parallèle se construisant que, réellement, le nationalisme anti-néocolonial ou postcolonial prit corps renouant avec les luttes pour la seconde indépendance. Il ne se projette pas plus comme une idéologie de passivité face à l'Authenticité et à la misère croissante qui s'abat sur le peuple. Placé sur une perspective évolutive et globale, de 1959 à 1992, soit pendant trente années, le nationalisme congolais couvre un ensemble de révoltes populaires : la révolte du 4 janvier 1959 ayant conduit à l'indépendance, les guerres civiles (1960-1963), les rébellions/révolutions (1963-1967), des contestations estudiantines, la fronde parlementaire, les grèves des travailleurs, l'autocritique des intellectuels, les massacres d'étudiants (1969, 1971, 1989, 1990), l'assassinat des opposants exilés en Europe, la création des partis clandestins (1976, 1982), les protestations populaires et les marches des femmes entre 1987 et 1990. Cette contestation politique a forcé le régime à accepter et à organiser la Consultation populaire la même année 1990 (Gbabendu & Gobassou 1991) anticipant sur la Conférence nationale souveraine de 1991-1992. Ces différentes étapes et luttes menées contre la colonisation et l'Etat postcolonial constituent des efforts en vue d'une émancipation et de la production d'une société nationale démocratique et fédérative. Dans ce contexte, la société parallèle en soi devient une forme de nationalisme, spontané au départ, que capitalisèrent à leur profit d'abord une bourgeoisie ethnique ou régionaliste et, puis, l'UDPS et l'opposition radicale auxquelles elle a aussi servi de cheval de bataille pour gagner la Conférence nationale souveraine, CNS, qui a marqué la fin de la seconde république (1965-1992) et qui a ouvert la transition démocratique (1992-1997) (Biaya 1998c).

Malgré le départ de Mobutu en mai 1997, l'AFDL arrivé au pouvoir n'a pas pris en considération la transition tributaire de la CNS. La direction de ce parti a fini par s'identifier à celle de la "gestion quotidienne" et à courte vue du pouvoir dictatorial précédent. Dans son ambiguïté de sens et historique, il n'a pu capitaliser le mouvement nationaliste d'en dedans. Dès lors, il s'est coupé d'une base révolutionnaire qui l'a certainement effrayée puisqu'il n'en possède pas lui-même ni à ses origines ni au cours de son histoire de conquête du pouvoir. L'histoire de l'AFDL débute avec la rencontre de Lemera, où l'acte de sa fondateur de l'alliance est fixé, et le coup de pouce qu'elle reçoit des "seigneurs de guerre" des Grands

Lacs et d'Afrique orientale que sont Museveni et Kagame moins qu'avec l'éveil d'un nationalisme militant auquel le combat contre le régime de Mobutu aurait donné ses lettres de noblesse et légitimé ses dirigeants comme ce fut le cas pour l'UDPS et Tshisekedi. L'inexpérience et la maladresse politique de Kabila explosent dès son arrivée au pouvoir par la chasse aux sorcières qu'il déclenche. Son discours aux relents marxistes ou communistes traitant toute contestation politique d'"alliés objectifs de Mobutu". Cette suppression de l'opposition à sa monarchie lui aliéna cette fraction politique. Le régime de Kabila importa simultanément au pays les vieilles querelles des années post-indépendance qui opposaient les intellectuels réactionnaires et abouliques politiques d'en dedans aux intellectuels révolutionnaires, nationalistes et libérateurs revenus de l'exil auxquels aurait échu le droit historique de diriger sans partage le pays, même s'ils sont à la remorque des patrons ougandais et rwandais visibles dans l'arène politique. Enfin, ce régime n'échappa pas au piège de la bipolarité que, ironiquement, le régime de Mobutu avait réussi à imposer à l'opposition dans la transition (1992-1997) et dont la logique du "ôte-toi de la que je m'y mette" est celle de l'exclusion de la majorité et du rejet de la démocratisation. Ces choix politiques nient les avancées démocratiques du nationalisme intérieur. Cette logique fut soutenue par le diktat suivant: seule l'AFDL est nationaliste et lumumbiste alors qu'elle combat les lumumbistes et leurs partis politiques. Ses politiques tatillonnes et brouillonnes n'augurent point une réelle prise en main de ce nationalisme populaire et militant qui a semblé caractériser son avènement au pouvoir. En somme, on voit réapparaître les mêmes symptômes que ceux du mobutisme naissant au plan régional et international et ceux du mobutisme vieillissant au niveau national. En effet, ce régime est fortement enclin à négocier sa stabilité entre une politique africaine régionaliste mal intégrée, opportuniste et mal négociée et un attentisme économique dirigé vers un Occident sourd. Cette double politique contredit l'idéologie lumumbiste anti-néocoloniale dont pourtant le régime se réclame. Washington n'a-t-il point défini clairement sa vision du nouveau régime congolais en ces termes: "*Kabila is not an asset but a liability*". Nous soulignons. Quelle responsabilité? Alors que Museveni a réussi à succéder à Mobutu autant que Clinton a remplacé Bush en cette ère de l'après guerre froide. En route vers le troisième millénaire, Museveni pourrait avec beaucoup d'habileté et d'intelligence servir ou couvrir les intérêts des Etats-Unis en cette région des Grands Lacs en tourmente autant que Mobutu défendit naguère la politique stratégique américaine, anti-communiste et réactionnaire, en Afrique centrale et australe. Par ailleurs, au plan national, la société parallèle nationale et ses sites reste fortement impliquée dans la criminalisation de l'Etat avec l'aide des réseaux économiques internationaux qui se doublent des pesanteurs d'une ethnicité mal ou peu contrôlée qui resurgit puisqu'elle se repaît aussi dans et/ou à partir du nid de l'AFDL couvrant le "tribalisme" revanchard katangais ou tutsi rwandais prônant le redressement ou la

réparation des torts du passé colonial et/postcolonial pour les premiers dirigés contre les Kasayiens et les seconds contre les Hutus. Et cette dernière revendication se mène bien au-delà de la question évidente de la sécurité des frontières dans la région des Grands Lacs.

Dans ce contexte, il est à craindre que le régime actuel ne soit moins nationaliste et moins lumumbiste qu'il ne le paraît et que les forces conservatrices endogènes à base ethnique et tribaliste ne soient plus fortes que celles novatrices dans ce contexte du nationalisme postcolonial. Par delà les identités enracinées dans l'historicité, saine ou erronées, l'histoire du nationalisme congolais, y compris la production de la société parallèle, s'identifie à celle de la production de l'*identité politique* congolaise même si elle est mal négociée et entachée de dérives multiples. Elle nous aura appris une leçon: la faiblesse du nationalisme postcolonial c'est qu'il ressemble à un habit qui peut être revêtu selon les circonstances. Heureusement pour le nationalisme authentique comme pour l'ordre religieux, l'habit ne fait pas le nationaliste ni le moine. C'est sa pratique réflexive pour la rupture et le changement en vue de la transformation démocratique qui en constitue l'aune.

Bibliographie Sélective

Bayart, J.F. 1987 *L'Etat en Afrique*, Paris, Fayard.

Bayart, J.F, S. Ellis et B. Hibou 1997 *La Criminalisation de l'Etat en Afrique*. Paris, Editions Complexe.

Biaya, T.K. 1985 "La 'cuistrerie' de Mbuji-Mayi. Structure, Fonctionnement et Idéologie d'une Bourgeoisie Africaine". *Genève-Afrique*, Vol. XVI,1: 65-84.

-----1996 "La Culture Urbaine dans les Arts Populaires d'Afrique: Analyse de l'ambiance Zaïroise". *Revue Canadienne des Etudes Africaines*, Vol. XXX,3: 345-370.

-----1998a "Inventing Onself Luba: State, Citizen and Ethnic Power in Modernity" in *State-Nationhood, Citizenship and Ethnicity*. Leiden, SEPHIS, P. Geschiere et G. Pandey (eds.), (sous presse).

-----1998b "Transition et Rationalité Politique au Zaïre" in *Les Figures du Politique en Afrique*. Paris, Karthala – CODESRIA, in M.C. Diop et M. Diouf (sous dir.) (sous presse).

Biaya, T.K. et Omasombo T. 1993 "Social Classes in Zaire Today" in K. Mbaya (ed.) *Zaire: What Destiny?* Dakar, CODESRIA, 97-127.

Biaya, T.K. et G. Bibeau 1998 "Modernités Indociles et Pratiques Subversives en Afrique Contemporaine" in *Anthropologie et Sociétés*, Vol. 22,1: 5-13.

Blumenthal, E. 1982 "Zaïre: Rapport sur la Crédibilité Financière Internationale. Miméo, Bruxelles, Archives CEDAF, dont résumé paru dans *Jeune Afrique*.

Darbon, D. 1991 "Administration et Société" in *Les Afriques Politiques*. Paris, La Découverte. C. Coulon et D.C. Martin (s. dir.):

- Delpchin, J. 1992 *From Congo Free State to Zaire, 1885-1974. Towards a Demystification of Economic and Political History*. Dakar, CODESRIA.
- Gaud, M. (s.dir.) 1997 *Du Zaïre au Congo*. Dossier spécial, in *Afrique Contemporaine*, 183: 3-139.
- Gbabendu, E. et E. Gobassou 1991 *De la Conculstation Populaire vers la Conférence Nationale*, 2t. Paris, L'Harmattan.
- Ilunga-Kabongo 1984 "Déroutante Afrique ou la syncope d'un discours" in *Revue Canadienne des Etudes Africaines*, Vol. 18, 13-28.
- Jewsiewicki, B. 1987 "The Construction of Luba Identity in Belgian Congo, 1921-1959" in L. Vail (ed.) *The Creation of Tribalism in Southern Africa*. Berkeley, University of California Press.
- Kalele ka Bile, 1993 "Regionalist Ideologies" in K. Mbaya (ed.). *op cit.*, 18-46.
- Kankwenda, M. 1993 "The Problem of Accumulation Model" in K. Mbaya (ed.), 243-263.
- Kanza Th. 1977 *The Rise and Fall of Patrice Lumumba. Conflict in Congo*. Cambridge, Schenkman Publishing Co.
- Kinkela V.K. 1993 "Rapport Final des Travaux de la Conférence Nationale Souveraine" in *Zaïre-Afrique*, 273: 135-199.
- Lemarchand, R. 1994 *Burundi: Ethnocide as Discourse and Practice*. Washington and Cambridge. Woodrow Wilson Centre and Cambridge University Press.
- MacGaffey, J. 1987 *Entrepreneurs and Parasites. The Struggle for Indigenous Capitalism in Zaire*. Cambridge, Cambridge University Press.
- 1992 "Initiatives de la base: l'autre Cheminement Social du Zaïre et la Restructuration Économique" in *Gouverner l'Afrique: Vers un partage des rôles*. Paris, Nouveaux Horizons. G. Hyden et M. Bratton (dir): 345-372.
- MacGaffey, W. 1982 "The Policy of National Integration in Zaire". *Journal of Modern Africa Studies*, Vol. XX,2: 263-285.
- Mamdani, M. 1996 *Citizen and Subject. Contemporary Africa and The Legacy of Late Colonialism*. Princeton, Princeton University Press.
- Scott, J. 1985 *Weapons of the Weak: Everyday Forms of Peasant Resistance*. New Haven, Yale University Press.
- Verhaegen, B. 1978 "Impérialisme Technologique et Bourgeoisie Nationale au Zaïre" in *Connaissance du Tiers Monde. Cahiers Jussieu* No. 4, C. Coquery-Vidrovich (dir.): 347-379.
- Willame, J.C. 1992 *L'automne d'un Despotisme. Pouvoir, Argent et obéissance dans le Zaïre des années quatre-vingt*. Paris, Karthala.
- Wamba-dia-Wamba, E. 1993 "Democracy, Multipartyism and Emancipative Politics in Africa: The Case of Zaire". *Africa Development*, Vol. XVIII,4: 95-118.
- Yambuya, P. 1991 *Zaïre. L'Abattoir. Un pilote de Mobutu parle*. Bruxelles, Editions EPO.